



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 14 AU 21 FEVRIER 2018

MONUSCO :

Arrivée le 9 février à Kinshasa, la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, Mme Leila Zerrougui, poursuit ses consultations avec les autorités congolaises, la communauté diplomatique et les représentants de la société civile ainsi qu'avec le personnel de la MONUSCO et des fonds, agences et programmes des Nations Unies. Elle a aussi visité plusieurs sites de la MONUSCO où sont stationnés les troupes et les policiers de la Mission.

Il est important que la Représentante spéciale écoute un maximum de personnes dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO et des Nations Unies. Son objectif est de collaborer avec tous les partenaires et personnels des Nations Unies dans un esprit d'échanges et avec l'objectif de jouer un rôle positif dans le contexte actuel.

DDRRR :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son mandat de protection des civils, la MONUSCO a construit quatre ponts à Oicha afin de contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire et au développement des activités socio-économiques de cette commune rurale située dans le territoire de Beni.

D'une valeur de plus de 90 000 dollars, ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre d'un projet de réduction de la violence communautaire. A noter que 65 ex-combattants ont participé à la construction de ces ponts, ce qui leur a permis de percevoir un salaire et de rassembler les fonds nécessaires au démarrage d'activités agricoles, commerciales ou d'élevage.

Protection de l'enfant :

Le rapport de la section Protection de l'enfant de la MONUSCO couvrant la période du 1^{er} au 31 janvier 2018 montre que plus de 180 garçons et filles ont été victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux dans le contexte du conflit armé en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

En effet, les parties au conflit opérant principalement dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Kasai Central, le Kasai et l'Ituri bafouent de manière flagrante et alarmante les dispositions du droit international et national congolais visant à protéger les enfants. Cela est inacceptable et doit immédiatement prendre fin.

Parmi les cas de violations documentées, ce sont au total 93 enfants qui ont été séparés ou se sont échappés des groupes armés. Ces derniers étaient recrutés ou utilisés à des fonctions diverses, y compris, combattants, messagers, porteurs de fétiches, esclaves sexuels, cuisiniers, etc. Près de 35% de ces enfants étaient associés à la milice Kamuina Nsapu suivi des autres groupes armés Mayi-Mayi Mazembe (28%) et Nyatura (14%). Les 23% restants étaient associés aux Mayi-Mayi Charles, FRPI, FDLR-FOCA, APCLS, FDLR FPP, NDC-Rénové, CNRD et FDLR-RUD. En plus des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants, la MONUSCO a vérifié 50 cas d'enlèvements d'enfants, 14 cas de meurtres, 9 cas de mutilations, 16 cas de violences sexuelles, 4 attaques d'écoles et 3 attaques d'hôpitaux. La MONUSCO exhorte instamment toutes les parties au conflit à faire cesser immédiatement toutes les violations et exactions commises contre les enfants. Elle rappelle que les personnes responsables de violations graves des droits de l'enfant rendront des comptes devant les instances judiciaires compétentes. Aussi, la MONUSCO appelle à une prise d'action urgente, forte et concertée en vue d'atteindre l'objectif « zéro recrutement d'enfants sur le territoire congolais ».

Du 14 au 20 février 2018, à Kisangani, la section Protection de l'enfant, en collaboration avec l'UNICEF et l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPNDDR) a organisé un atelier de formation au profit de 15 officiers des FARDC du service de recrutement militaire, 5 officiers de la PNC, 5 magistrats civils et 5 membres d'ONGs locales œuvrant dans le domaine de la protection de l'enfant. Cette formation était essentiellement axée sur les procédures opérationnelles standards relatives à l'évaluation de l'âge en vue de prévenir le recrutement d'enfants au sein des forces armées.

Pour commémorer la journée internationale des enfants soldats célébrée le 12 février, de chaque année, la MONUSCO a organisé des activités de sensibilisation à Beni et Butembo sous le thème « Une fois pour toutes, stop au recrutement des garçons et filles dans les groupes armés en RDC ».

Plus de 3 000 personnes étaient présentes et ont témoigné leur engagement à la lutte contre le recrutement d'enfants. Il s'agit des agents des FARDC, de la PNC, de l'ANR, des enseignants, des chefs des confessions religieuses, chefs de communautés, acteurs de la société civile, élèves, parents et enfants.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

La communauté humanitaire déplore le meurtre de deux travailleurs humanitaires dans le Nord Kivu

Le 17 février 2018, deux travailleurs humanitaires ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions par des personnes armées non-identifiées. Nos collègues travaillaient pour l'organisation non gouvernementale *Hydraulique Sans Frontières (HYFRO)* près du village de Mushikiri, dans le territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu. Tout en exprimant sa compassion avec les familles des disparus, l'Equipe humanitaire pays a condamné, avec fermeté, cette dernière attaque qui a conduit à la perte tragique.

C'est ici l'occasion de rappeler clairement, que les travailleurs humanitaires ne doivent jamais être pris pour cible. Cette attaque représente une violation grave du droit international humanitaire et des normes en matière d'aide d'urgence.

Les conditions sécuritaires dans le Nord-Kivu représentent un obstacle majeur pour l'accès des organisations humanitaires aux centaines de milliers de personnes qui sont dans le besoin. Sans sécurité, les travailleurs humanitaires verront leurs opérations fortement limitées, et malheureusement, ce sont les Congolais ayant besoin d'assistance humanitaire qui en payent encore le plus gros tribut.

Chaque année 96 000 enfants meurent en République démocratique du Congo avant d'atteindre un mois

L'UNICEF lance une campagne mondiale en faveur des nouveau-nés :

Le nombre de décès de nouveau-nés à l'échelle mondiale reste alarmant, en particulier dans les pays les plus pauvres, affirme l'UNICEF dans un nouveau rapport sur la mortalité néonatale publié le 20 février 2018. Le rapport liste la République démocratique du Congo (RDC) parmi les pays avec des taux de mortalité néonatale très élevés. En RDC, un nouveau-né sur 35 meurt avant l'âge d'un mois, ou 96 000 nouveau-nés par an. En chiffre absolu, la RDC compte parmi les quatre pays au monde ayant le plus grand nombre de décès néonataux.

Bien que la RDC ait fait des progrès considérables en termes de réduction du taux de mortalité infanto-juvénile, qui est passé de 148 pour mille naissances vivantes en 2007 à 104 en 2017, le nombre de décès des nouveau-nés reste élevé. La situation est aggravée entre autres par les conflits et les crises qui empêchent les femmes enceintes de recevoir des soins de santé appropriés pendant l'accouchement.

Les complications de la prématurité, l'asphyxie ainsi que les infections néonatales telles que la septicémie et la pneumonie sont responsables de plus de 80% des décès néonataux, selon le rapport. Ce mois-ci, l'UNICEF lance la campagne mondiale « Pour chaque enfant, une chance de vivre ». La campagne vise à exiger que des solutions soient offertes aux nouveau-nés du monde entier. À travers cette campagne, l'UNICEF appelle instamment les gouvernements, prestataires de soins de santé, donateurs, secteur privé, familles et entreprises

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

à donner à chaque enfant une chance de vivre par les mesures suivantes : recruter, former, maintenir en poste et gérer des médecins, infirmières et sages-femmes spécialisés dévoués aux soins maternels et néonataux ; mettre en place des centres de santé propres et fonctionnels, équipés d'eau, de savon et d'électricité, à la portée de chaque mère et de chaque enfant ; accorder la priorité à la fourniture de médicaments vitaux et d'équipements nécessaires à un bon départ dans la vie à chaque mère et à chaque nouveau-né ; et donner les moyens aux adolescentes, mères et familles d'exiger et de recevoir des soins de qualité.

Pour remédier aux taux élevés de mortalité chez les nouveau-nés, la RDC s'est engagée dans plusieurs initiatives mondiales visant à mettre fin aux décès des mères et des nouveau-nés liés à des causes évitables en améliorant la qualité des soins. A l'instar de la campagne mondiale « Pour chaque enfant, une chance de vivre », l'UNICEF demande à tous les acteurs de santé en RDC d'apporter une attention particulière à la santé des enfants dès leur naissance et de prendre un engagement ferme pour le financement des services néonataux et pour l'amélioration des soins prénatals à tous les niveaux.

La RDC vient de notifier 21 cas de poliovirus dérivés de la souche vaccinale du type 2

Le Ministère de la Santé a annoncé le 13 février 2018, que la République démocratique du Congo vient de notifier 21 cas de poliovirus auprès des enfants qui ont développé une paralysie typique de la poliomyélite causée par le poliovirus circulant dérivé de la souche vaccinale du type 2. Ces cas ont été enregistrés dans les provinces du Maniema, Haut-Lomami et Haut-Katanga conduisant le pays à être dans une situation d'urgence de santé publique de portée nationale. Il ne s'agit pas de cas de poliovirus sauvage qui n'a plus été notifié en RDC depuis 6 ans.

L'UNICEF à l'instar des autres partenaires de l'initiative d'éradication de la poliomyélite, tel que l'OMS, a soutenu toutes les activités relatives à la riposte à cette épidémie depuis l'année dernière spécifiquement dans la logistique des vaccins, la communication pour le développement et le déploiement des ressources humaines.

Depuis l'annonce des premiers cas, des investigations sanitaires et sociaux anthropologiques ont eu lieu dans les zones de santé touchées par l'épidémie et ont permis d'identifier le type de virus, déterminer son mode de circulation et les habitudes comportementales des populations au sein desquelles le virus circule en vue d'y apporter une réponse adaptée.

L'UNICEF a appuyé les 4 campagnes de vaccination de riposte et le ratissage dans les 20 zones de santé à risque. De nombreux efforts ont été faits, notamment en termes de plaidoyer auprès des autorités politico-administratives, des leaders traditionnels et religieux, qui se sont impliqués dans la mobilisation des communautés, surtout pour la gestion des cas de refus. Les médias également ont été mis à contribution pour informer les communautés sur l'importance de faire vacciner tous les enfants de 0 à 59 mois autant de fois qu'il le faut pour leur permettre d'éviter la polio.

Pour maintenir la RDC « pays libre du poliovirus sauvage », il faudrait rester vigilant et continuer à vacciner tous les enfants de 0 à 59 mois, en particulier dans les zones à risque afin de renforcer leur immunité en vue de gagner la bataille de l'éradication définitive de cette maladie invalidante dans tout le pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Remise par la FAO d'infrastructures communautaires en faveur de la femme rurale en RD Congo

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a procédé, en fin janvier 2018, à la remise officielle aux populations des provinces du Kwilu, Kwango et ville province de Kinshasa, particulièrement des femmes, d'un lot important d'infrastructures et d'unités de transformation communautaires.

Il s'agit de 18 infrastructures et 46 unités de transformation. Les ouvrages sont constitués essentiellement de 12 entrepôts de stockage des récoltes de 500 m³ de capacité chacun, de 4 pavillons de marché de vente des produits agricoles et de 2 chambres froides (1 positive et 1 négative) pour la conservation des produits agricoles. Les unités de transformation des produits agricoles sont quant à elles constituées des moulins mixtes manioc-maïs, des décortiqueuses à riz et d'arachide et d'une mini minoterie à maïs.

Financés par l'Union européenne, ces ouvrages ont été construits dans le but de contribuer à l'autonomisation de la femme rurale souvent victime des violences liées au genre. L'objectif poursuivi est de faciliter la transformation des produits agricoles, contribuer à la réduction de la pénibilité des activités de transformation et l'amélioration de la qualité des produits de transformation, les pertes après récoltes des produits essentiellement périssables dans les zones ciblées, de contribuer à l'augmentation des revenus et du pouvoir économique des femmes, améliorer les systèmes d'entreposage et de conservation et faciliter la commercialisation des produits.

L'activité s'inscrit dans le cadre du projet « Initiative pour lutter contre les violences liées au genre en RDC-Femmes et Hommes progressons ensemble », en rapport avec la lutte contre les violences basées sur le Genre (VBG), exécuté par la FAO.

Le PNUD lance un nouveau programme conjoint sur les finances inclusives

300.000 bénéficiaires à faibles revenus, dont 55% de femmes vont avoir accès à l'épargne, au crédit, aux transferts, à l'envoi de fonds et à la micro-assurance d'ici à 2021. C'est l'objectif que se fixe le Programme conjoint « Action, Changement et Transformation par l'inclusion financière en République démocratique du Congo » (ACTIF en sigle) lancé officiellement ce mercredi 21 février par le Vice-Ministre des Finances, Jean-François Mukuna.

Financé par la Suède, le PNUD et l'UNCDF (United Nations Capital Development Fund) à hauteur de 5,8 millions des dollars américains, le Programme ACTIF a pour objectif de réduire l'exclusion financière et contribuer ainsi à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), et des objectifs nationaux d'atténuation de la pauvreté. Ce programme a une couverture nationale et sera mis en œuvre pour une période de 3 ans et demi dans les zones d'opération des prestataires de services financiers ciblant les ménages pauvres et les micro entrepreneurs y compris en milieu rural.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Mission conjointe d'évaluation OCHA – FAO

La mission conjointe d'évaluation OCHA-FAO se dit satisfaite de la mise en œuvre et de l'impact des activités du projet d'appui à la production alimentaire d'urgence aux ménages victimes des conflits armés récents aux Kasai. Telle est la conclusion de la mission conjointe au terme de sa visite dans le Kasai. Les membres des deux structures ont visité les sites se trouvant sur l'axe Kananga – Tshimbulu, 72 ha des champs de maïs et niébé en pleine récolte.

Au total, 5 125 ménages victimes des conflits armés des territoires de Dibaya, Kabeya Kamuanga, et Tshikapa ont été assistés et ont reçu de la FAO des semences vivrières (Maïs, Niébé, Soja) et maraîchères (Amarante, Aubergine, Chou, Gombo, Tomate) ainsi que des outils aratoires constitués de houes, arrosoirs, bêche et râteau.

L'action de la FAO a consisté à soutenir l'amélioration de la productivité et de la production alimentaire et à organiser les différentes communautés dans la prévention des conflits.

Les productions réalisées devront couvrir les besoins partiels des ménages bénéficiaires en insécurité alimentaire. Et le surplus devra servir de source de revenu aux besoins quotidiens.

Situation militaire

(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent la situation sécuritaire dans les provinces de l'**Ituri**, **Nord-Kivu** et le territoire de **Beni**.

Dans la province de l'**Ituri**, une base opérationnelle temporaire (SCD) a été projetée le 18 février 2018 dans la localité de **Bulukwa**. Ce déploiement vise à assurer la protection des civils et créer un environnement sain et sécurisé garantissant la liberté de mouvement pour tous. Il est à noter que la Force avait déjà projeté le 10 février 2018 une base temporaire (SCD) dans la localité de **Djugu** suite aux affrontements interethniques qui ont opposé des membres des communautés **Lendu** et **Hema** dans le territoire de **Djugu**.

Les troupes onusiennes déployées dans ces régions ont intensifié leurs actions par la conduite d'un haut niveau de patrouilles robustes et de déploiements tactiques pour faire face à cette situation.

Parallèlement à cet effort sécuritaire, la Force de la MONUSCO mène des campagnes de sensibilisation et de rapprochement communautaires au niveau des villages touchés, en coordination avec les autres parties prenantes afin d'apaiser les tensions et permettre le retour des déplacés.

Dans le territoire de **Beni**, la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) a projeté le 19 février 2018, un détachement d'intervention rapide en appui aux Forces Armées de la République démocratique du Congo

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

(FARDC) au cours des affrontements contre des présumés éléments des Forces Démocratique Alliées (ADF) à **Mopobu** (4km Sud-Est de **MayiMoya**). En outre, d'autres déploiements tactiques ont été lancés le long de l'axe **Eringiti-Mayimoya** pour contenir la menace de ces éléments réfractaires loin des populations civiles.

Également, une force de réaction rapide a été promptement actionnée le 19 février 2018 à **Kahongera** (20 km Sud de **Boikene**), suite à des accrochages entre les FARDC et des éléments Mayi-Mayi Mazembe. Ce déploiement a permis de repousser ces assaillants et de fournir aussi une assistance médicale aux soldats blessés.

La protection des civils demeure au cœur du dispositif militaire mis en œuvre par la Force au **Nord-Kivu**, à travers l'exercice d'une grande pression à l'encontre des groupes armés actifs dans cette province.

Ainsi, une base opérationnelle temporaire (SCD) a été déployée à **Nyabiondo** (85 km Nord-Ouest de la COB **Himbi**) suite à des affrontements entre des factions de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) et Nduma Defense of Congo (NDC), provoquant le déplacement d'un nombre important de familles et une dégradation de la situation sécuritaire.

Ce déploiement qui a permis d'apaiser la situation, est un exemple des efforts entrepris par la Force de la MONUSCO pour mettre les civils à l'abri de la violence physique dans un contexte marqué par un activisme accru des groupes armés mêlé à des cas de violences intercommunautaires.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i : monusco-hq-mpioaso@un.org - tél. +243 890 57 93, mobile : +243 8126314 86

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org; tél +243 81 70612 13